

La plupart des recommandations de réforme des sommets visent à simplifier la formule et à multiplier les entretiens privés entre les leaders.

Rôle du Canada au Sommet économique

Le Canada s'est joint aux pays du Sommet en 1976, époque d'instabilité et de changement. Le choc pétrolier, l'instabilité des marchés financiers et l'incertitude économique mettaient en relief la nécessité d'un meilleur dialogue et de politiques plus cohérentes entre les grandes démocraties industrialisées. Comme les approvisionnements d'énergie et de matières premières étaient incertains, les abondantes ressources naturelles du Canada avaient une grande importance pour les pays occidentaux.

Nation tributaire du commerce extérieur, le Canada a toujours favorisé une libéralisation progressive des échanges. Toute mesure ou décision ayant un impact sur les taux de change est d'une importance cruciale pour lui; c'est pourquoi il se doit d'être à la table des décideurs.

L'importance pour le Canada de participer aux sommets s'est fait de plus en plus sentir au fil des ans. La mondialisation des finances, du commerce et de l'information durant les années 80 et 90, combinée aux interventions commandées par l'effondrement du bloc soviétique, a accentué la nécessité de la coopération économique internationale. La prospérité et la sécurité du Canada dépendent directement de sa capacité d'influencer les affaires internationales, et son rôle aux sommets économiques restera déterminant. Son engagement reconnu en faveur de l'instauration d'un système international fondé sur le droit ajoute d'ailleurs à la crédibilité de sa participation.

La plus grande utilité des sommets économiques tient probablement au fait qu'ils servent à situer la politique économique des pays du G-7 dans un cadre commun. En montrant à la communauté internationale que les dirigeants des sept grandes économies industrialisées peuvent s'entendre sur une approche concertée de promotion de la croissance économique, les sommets donnent confiance aux milieux d'affaires, aux gouvernements et aux consommateurs partout dans le monde.

Les sommets peuvent aussi servir à promouvoir des enjeux politiques importants pour le Canada. Par exemple, les mesures prises par le G-7 à l'appui des réformes dans les pays de l'ex-Union soviétique et de l'Europe centrale et orientale ont servi la cause de la sécurité dans le monde et assuré une répartition plus équitable des charges entre les donateurs. En retour, le succès des mesures de transition institutionnelle et économique dans ces pays suscite des occasions d'affaires pour les exportateurs et les investisseurs canadiens.